



Note d'information présentée au
Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes
Obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique

Le 6 juillet 2018

CRIAW/ICREF

L'institut canadien de recherches pour l'avancement de la femme (ICREF) met en avant la justice sociale et l'égalité pour toutes les femmes. L'ICREF reconnaît la diversité des expériences et des points de vue des femmes. Il soutient le développement des connaissances pour les femmes. Il s'efforce de réduire l'isolement régional et il aide à rapprocher les chercheurs et les groupes qui travaillent à la promotion de la justice et de l'égalité pour toutes les femmes.

L'organisme Women Transforming Cities

Women Transforming Cities (WTC) est un organisme à but non lucratif qui a pour principe que les villes qui travaillent pour les femmes et les filles travaillent pour tous. Il a pour vision une vie dans les villes où toutes les femmes et les filles qui s'identifient comme telles, dans toute leur diversité, possèdent un véritable pouvoir social, économique et politique. Le WTC exhorte toutes les villes à prendre une approche intersectionnelle des genres dans leurs politiques, programmes, budgets, décisions de financement, dotation et gouvernance.

Nos organisations sont actuellement partenaires du programme « Obstacles auxquels se heurtent les femmes – Mesure de participation aux gouvernements locaux », un projet sur plusieurs années financé par Condition féminine Canada. Le projet a pour objectif de trouver des moyens d'améliorer l'équité en matière de genre et de diversité, ainsi que l'inclusion au sein des gouvernements locaux. Pour en savoir plus : www.womentransformingcities.org/systemic-barriers [EN ANGLAIS SEULEMENT]

Contexte

Les femmes sont sous-représentées dans tous les ordres de gouvernement. Seulement 18 % des maires, 28 % des conseillers municipaux, 27 % des représentants provinciaux et territoriaux et 26 % des députés sont des femmesⁱ.

Obstacles auxquels se heurtent les femmes dans leur engagement politique

Dans la société, les femmes se heurtent à des obstacles importants qui deviennent de véritables barrières lorsqu'elles souhaitent se faire élire, comme l'équité salariale, l'accès à des garderies abordables, la réalisation de travaux non rémunérés, le sexisme et la violence.

Pour l'aide naturelle et le travail domestique, la responsabilité première incombe toujours davantage aux femmes qu'aux hommes. Et, pour s'occuper des enfants, elles travaillent deux fois plus que les hommes sans être payéesⁱⁱ. Le travail d'un représentant politique est imprévisible et exige de longues heures, ce qui peut dissuader les femmes de se présenter comme candidatesⁱⁱⁱ. L'absence d'arrangement pour les aidants familiaux dans bien des milieux politiques tend également à limiter les possibilités pour les femmes^{iv}.

La culture politique actuelle est un autre obstacle en soi. Les notions surannées du rôle que doivent jouer les femmes peuvent présenter la politique comme un terrain de jeu impropre aux femmes. Les « clubs de vieux copains » donnent aussi aux femmes l'impression qu'elles ne sont pas les bienvenues^v et ce sont ces « clubs » qui décident souvent qui sera le candidat du parti, le niveau de soutien qu'il obtiendra et si on lui offrira un siège où il a des chances de se faire élire. De plus, les milieux politiques sont souvent conflictuels et clivants, et les femmes, qui préfèrent un milieu propice à la coopération, pensent ainsi que l'arène politique ne leur conviendra pas^{vi}.

Les femmes doivent affronter le sexisme et les commentaires sexistes, lors de leur campagne et pendant leur mandat, de la part du public, des médias, des autres candidats et des représentants élus^{vii}. Les femmes doivent se défendre contre le racisme, l'homophobie et d'autres préjugés ; comme, par exemple, leur âge qui est plus minutieusement examiné que celui des hommes^{viii}. Les médias désignent les femmes par leur prénom, plutôt que par leur titre ou leur nom de famille, ce qui minimise leur contribution et leurs compétences de politiciennes à prendre au sérieux^{ix}. C'est encore aux femmes que l'on pose des questions sur leurs vêtements ou leur coiffure plutôt que sur leur politique^x. Les lesbiennes et les transgenres doivent également composer avec l'homophobie et la transphobie, ce qui rend leur participation à la vie politique d'autant plus difficile.

Financer une campagne coûte cher et il peut être indispensable de disposer d'un « fonds de démarrage » ; ce qui constitue souvent un obstacle pour les femmes plus que pour les hommes^{xi}. En 2017, les femmes canadiennes qui travaillent à temps plein gagnent 87 cents quand les hommes gagnent un dollar^{xii}. Pour les femmes racialisées, les femmes autochtones et les femmes handicapées l'écart salarial se creuse davantage, car elles gagnent 26 cents de moins que les femmes blanches^{xiii}. De plus, au Canada, les femmes dépensent 10 % de plus que les hommes pour leur campagne électorale, du fait de leurs plus grandes responsabilités familiales et domestiques, et parce qu'elles doivent battre un élu en place ou combattre les perceptions négatives vis-à-vis d'elles^{xiv}. Être élue ne permet pas de jouir de l'assurance emploi et ne fournit pas un gros salaire.

En dernier lieu, le mode de scrutin lui-même constitue un obstacle pour les femmes. Le système majoritaire uninominal à un tour favorise ceux qui sont déjà en poste plutôt que les nouveaux candidats^{xv}, ce qui désavantage les femmes. Et, dans ces systèmes, les partis n'ont pas besoin de diversifier leur liste de candidats^{xvi}.

Au vu de ces obstacles, les femmes remettent souvent en question leur capacité, voire leur intérêt à briguer un poste électoral. Il faut souvent leur demander à plusieurs reprises avant qu'elles ne prennent cette possibilité en considération, tandis que les hommes ont moins tendance à hésiter.

Une fois élues, d'autres barrières se dressent pour les femmes : toujours le sexisme^{xvii}, un accès plus difficile à la formation continue et au mentorat, l'offre de portefeuilles secondaires (souvent concernant les enfants), ce qui peut juguler leur parcours politique.

Des femmes dans tous les ordres de gouvernement

Les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux politiques et font face aux mêmes obstacles chaque fois. Nombre de femmes commencent leur carrière politique par une élection à une commission scolaire ou à un conseil de parcs locaux, ou à une autre fonction municipale avant de faire la transition vers la politique provinciale ou territoriale, voire fédérale.

Par conséquent, dans le cadre d'un changement immédiat à la participation politique, nos recommandations au comité s'attachent à faciliter la participation des femmes aux milieux civiques et politiques.

Recommandations

1. S'assurer de la présence de 50 % de femmes dans les instances de prises de décision politiques.

Avec davantage de femmes dans les prises de décisions, comme dans les comités consultatifs et conseils d'administration par exemple, les politiques et décisions reflèteront davantage les besoins et les perspectives des femmes. Les femmes apprendront à élaborer des politiques et créeront des réseaux professionnels. Le sexisme et la culture politique de fermeture pourraient évoluer.

2. S'assurer que toutes les instances de gouvernance possèdent un comité consultatif de femmes pour examiner les politiques et les propositions.
3. Examiner les politiques, programmes, budgets, décisions de financement, dotation, et gouvernance par le biais d'une analyse intersectionnelle des sexes, comme l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), pour évaluer les répercussions potentielles sur les différentes personnes.
4. Offrir des services de garde d'enfants aux élus et plus de flexibilité dans les horaires de travail.

Des services de garde et des heures de travail flexibles (par exemple, modifier les heures des séances) encourageront plus de femmes à briguer des postes, car elles ne seront pas freinées par leurs responsabilités familiales.

5. Encourager vivement, au sein des partis politiques, toutes les femmes qui s'identifient comme telles, à se présenter comme candidates.

Être ferme quand on sollicite les candidatures de femmes, tout particulièrement pour les femmes autochtones ou celles de diverses origines. Leur donner toutes les informations dont elles ont besoin et suffisamment de temps pour prendre leur décision, les orienter vers d'autres femmes qui ont remporté des élections et qui peuvent leur offrir du mentorat, ainsi que vers d'autres ressources. Prévoir un financement suffisant et du soutien.

6. Instaurer un mode de scrutin proportionnel.

Les modes de scrutin comme la représentation proportionnelle sont moins compétitifs, car les électeurs peuvent choisir plus d'un candidat sur leur bulletin, ce qui augmente les chances d'élire une femme. Ces systèmes demandent souvent aux partis d'établir des listes de candidats, permettant ainsi de vérifier s'il existe un équilibre hommes-femmes chez les candidats. La pression exercée par le public en faveur de l'égalité des sexes va sans doute rendre les partis plus à même de présenter des listes hommes-femmes plus équilibrées, et ainsi donner plus de possibilités aux femmes de se présenter^{xviii}. Une étude de 2012 a conclu que les pays qui utilisaient la représentation proportionnelle avaient en moyenne 8 % plus de femmes que les pays utilisant d'autres modes de scrutin^{xix}.

-
- ⁱ Fédération canadienne des municipalités, 2015, https://www.fcm.ca/Documents/reports/Women/2015-05-01_FCM%20gender_stats_EN.pdf [N'EST PLUS DISPONIBLE]; OCDE 2018, <http://www.oecd.org/fr/parite/donnees/gouvernance/>.
- ⁱⁱ McInturff, 2014, <http://behindthenumbers.ca/2014/09/12/where-are-all-the-women-candidates/> [EN ANGLAIS UNIQUEMENT]; Cool, 2011, <https://lop.parl.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2011-56-f.htm>; À voix égales, 2007, www.equalvoice.ca/pdf/288_46709afdcb27f.pdf [N'EST PLUS DISPONIBLE].
- ⁱⁱⁱ Godwin, En attendant le grand tournant : les femmes au Parlement du Canada, *Revue parlementaire canadienne*, vol. 33, n° 2, 2010, p. 32-37.
- ^{iv} Trimble and Arscott 2003, *Still Counting: Women in Politics across Canada*. Toronto, ON: Broadview Press [EN ANGLAIS UNIQUEMENT].
- ^v Trimble and Arscott, 2003.
- ^{vi} Sawyer, 2000, Parliamentary representation of women: From discourses of justice to strategies of accountability, *International Political Science Review*, vol. 21, n° 4, p. 361-380 [EN ANGLAIS UNIQUEMENT].
- ^{vii} Seiferling, 2016, Running in place: Overcoming barriers for women in Canadian municipal politics. Thèse de maîtrise, <https://theses.lib.sfu.ca/thesis/etd9528> [EN ANGLAIS UNIQUEMENT].
- ^{viii} Seiferling, 2016.
- ^{ix} Godwin, 2010.
- ^x Seiferling, 2016; McInturff, 2014.
- ^{xi} Ballington and Kahane, 2014, Women in Politics: Financing for Gender Equality. In E. Falguera, S. Jones, and M. Ohman (Éd.), *Funding of Political Parties and Election Campaigns: A Handbook on Political Finance*, p. 301-343, Stockholm: International Institute for Democracy and Electoral Assistance; Cool, 2011; Equal, Voice 2007 [EN ANGLAIS UNIQUEMENT].
- ^{xii} Israel, 2017, <http://www.cbc.ca/news/business/statistics-canada-gender-pay-gap-1.4014954> [en anglais uniquement]. (en anglais uniquement).
- ^{xiii} Lambert and McInturff, 2016, <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/making-women-count-2016> [N'EST PLUS DISPONIBLE].
- ^{xiv} United Nations Development Programme, 2007, <https://www.ndi.org/files/Electoral%20Financing.pdf> [N'EST PLUS DISPONIBLE].
- ^{xv} Godwin, 2010.

- xvi Représentation équitable au Canada n.d., <https://www.fairvote.ca/fr/les-femmes-et-la-proportionnelle/>.
- xvii Seiferling, 2016.
- xviii Godwin, 2010.
- xix Fair Vote Canada n.d.